



Conseil économique et social

Distr. générale
19 octobre 2015
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2016
25 janvier-3 février et 16 février 2016

**Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association chinoise pour la compréhension internationale	3
2. Association chinoise pour la préservation et le développement de la culture tibétaine	4
3. Centre albanais des droits de l'enfant	6
4. Centre de droit international du développement durable	7
5. Centro de Estudios Sobre la Juventud	8
6. Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité	10
7. Child Development Foundation	11
8. Child Helpline International	12
9. Childlink Foundation	14
10. China Energy Fund Committee	15
11. China Great Wall Society	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.

15-18125X (F)



Merci de recycler 



12. China Green Foundation	17
13. Coopération internationale pour le développement socio-économique.	19
14. CITYNET : Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains	20
15. CLIPSAS : Centre de liaison et d'information des puissances maçonniques signataires de l'appel de Strasbourg	22

1. Association chinoise pour la compréhension internationale

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Association chinoise pour la compréhension internationale se compose de militants de la cause sociale, d'intellectuels et de représentants. L'organisation vise à renforcer la compréhension mutuelle et l'amitié entre la Chine et les autres pays, à préserver la paix mondiale, à promouvoir le développement commun et à construire un monde harmonieux où règnent une paix durable et une prospérité commune.

Objectifs et mission

L'organisation s'intéresse principalement aux relations internationales, au jeu des partis, à la coopération économique, à la culture, à l'éducation, à l'atténuation de la pauvreté ainsi qu'au développement et aux échanges entre les peuples.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Forums de développement social et d'atténuation de la pauvreté réunissant la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est en Indonésie en septembre 2011 et à Beijing en août 2013;
- Forum de haut niveau sur l'atténuation de la pauvreté et le développement organisé en octobre 2011 par le Bureau de lutte contre la pauvreté du Conseil des affaires d'État de la Chine;
- Elle a coopéré avec la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung pour accueillir en 2012 et 2013 le dialogue entre la Chine et l'Allemagne en matière de droits de l'homme et a discuté de l'examen de la situation des droits de l'homme dans les deux pays dans le cadre de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU; et
- Vingt-deuxième Conférence du conseil de coopération économique du Pacifique intitulée « Asia-Pacific Economic Cooperation in 2014 and the future », tenue en septembre 2014.

Par ailleurs, de 2011 à 2014, l'organisation a participé aux commémorations de la Journée internationale de la paix. En 2014, l'organisation a exécuté des programmes avec des jeunes de l'Union européenne, des États-Unis et du Japon afin de promouvoir la compréhension mutuelle et l'intensification des échanges entre les jeunes et de renforcer la confiance mutuelle et l'amitié.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au premier cycle de la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme à Genève en mars 2012, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012 et à la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de

l'information pour les organisations non gouvernementales à New York en août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

De 2012 à 2014, l'organisation a accueilli les premier, deuxième et troisième dialogues sur la compréhension et la coopération, à Beijing (Chine) et à Munich (Allemagne).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2013 et 2014, l'organisation a coopéré avec le Rotary Club d'Australie pour construire une cuve d'eau à Xingtang, dans la province chinoise de Hebei, en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) n° 1. Elle a par ailleurs exécuté des programmes de formation pour des enseignants en coopération avec le Rotary Club de Nouvelle-Zélande en 2014 et la préfecture d'Hiroshima de 2011 à 2014.

2. Association chinoise pour la préservation et le développement de la culture tibétaine

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Association chinoise pour la préservation et le développement de la culture tibétaine se compose de volontaires nationaux et internationaux qui aiment la culture tibétaine et se soucient de sa préservation et de son développement.

Objectifs et mission

L'organisation s'attache à préserver et à faire avancer la culture tibétaine, à protéger les droits de l'homme et à promouvoir l'unité, l'harmonie et la prospérité commune de tous les groupes ethniques dans la région autonome du Tibet. Elle s'emploie entre autres à :

- Mener des études sur la culture tibétaine et à présenter des propositions spécifiques à des organismes gouvernementaux et organisations économiques et sociales, en vue de la préservation et du développement de la culture tibétaine;
- Organiser des expositions et des séminaires sur la culture tibétaine au niveau national et à l'étranger;
- Assister à des conférences internationales; et
- Offrir des services de consultation sur la culture tibétaine.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association a organisé en août 2011 le troisième forum sur la culture tibétaine à Lhasa au Tibet, une région autonome de Chine. L'association et les organisations connexes ont organisé conjointement au musée du Tibet à Lhasa en juillet 2012 l'exposition de reliques tibétaines rapatriées de l'étranger. En collaboration avec le Centre de recherche tibétologique de Chine, l'association a organisé la cinquième conférence internationale d'études tibétaines à Beijing, en août 2012. L'association et les services gouvernementaux concernés ont organisé conjointement le cinquième colloque international sur l'archéologie et l'art tibétains à Beijing en Chine du 21 au 25 octobre 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé aux 19^e et 22^e séances du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève en Suisse, du 29 février au 13 mars 2012 et du 10 au 16 mars 2013 respectivement; ainsi qu'au second cycle de l'examen des droits de l'homme au niveau national par le Conseil des droits de l'homme, du 22 au 25 octobre 2013. L'organisation a également participé, du 4 au 10 mai 2014 à Genève, à la cinquante-deuxième séance du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a présenté au Conseil des droits de l'homme en 2013 six rapports parallèles sur les droits de l'homme au Tibet, soulignant notamment les raisons à l'origine du suicide par le feu de Tibétains et les solutions pour remédier à pareilles situations. Elle a présenté plusieurs rapports, notamment sur la préservation et le développement de la langue tibétaine et sur le statu quo en ce qui concerne la liberté de religion au Tibet, lors de la vingt-cinquième séance du Conseil des droits de l'homme à Genève, du 16 au 22 mars 2014.

L'organisation a participé aux délibérations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève du 19 au 26 octobre 2014, portant sur l'application par la Chine des septième et huitième rapports conjoints de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et a par ailleurs présenté des rapports connexes, notamment un rapport sur la préservation des droits des femmes tibétaines et de leurs intérêts.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené des recherches sur des questions liées au développement économique et social, à l'éradication de la pauvreté des agriculteurs et bergers ruraux, à la protection de l'environnement, aux soins de santé et à l'éducation au Tibet, région autonome de Chine, et a proposé des solutions aux services gouvernementaux concernés. En collaboration avec la Croix-Rouge de Beijing et le groupe pharmaceutique Buchang, l'organisation a fourni des soins médicaux gratuits à plus de 290 000 personnes-temps et a apporté des soins à plus de 370 enfants tibétains souffrant de maladies cardiaques congénitales au Tibet, région autonome de Chine, et dans les provinces de Qinghai, Gansu et Yunnan. En 2011, l'organisation, en partenariat avec des organisations connexes, a contribué à l'amélioration du niveau du service médical fourni dans la région autonome du

Tibet, notamment les services au niveau communautaire, et ce par le biais d'une formation assurée par des professionnels d'hôpitaux de référence.

3. Centre albanais des droits de l'enfant

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Centre albanais des droits de l'enfant s'emploie à améliorer les droits fondamentaux de plusieurs groupes défavorisés de la société tels que les Roms, les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transsexuels, que ce soient des jeunes, des femmes ou des filles.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à :

- Protéger les enfants et les jeunes de toutes formes de violations et d'abus de la part des pouvoirs publics, de la famille et de la société;
- Promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la vie publique nationale et à la prise de décision; et
- Améliorer la législation et les règles s'appliquant aux enfants et aux jeunes dans les institutions publiques et privées, de même qu'au sein de la famille et de la société.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté le rapport parallèle à la Convention relative aux droits de l'enfant du Comité des droits de l'enfant le 17 janvier 2012. L'organisation a également présenté, le 29 octobre 2011, un rapport à la Convention relative aux droits de l'enfant, portant sur les droits des enfants en Albanie, en collaboration avec le centre d'assistance téléphonique albanais destiné aux enfants. Elle a en outre présenté un rapport au titre de l'examen périodique universel sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales en Albanie, en étroite collaboration avec le réseau ECPAT (Ending Child Slavery at the Source) International, et un autre rapport au titre de l'examen périodique universel sur la situation des droits des enfants en Albanie avec le concours de l'Albanian National Coalition United for Child Care and Protection, en septembre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux auditions du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à Genève le 29 octobre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a présenté un rapport au titre de l'examen périodique universel sur la situation des droits de l'homme en Albanie, avec la collaboration du Comité des droits de l'enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé le processus d'examen des OMD au niveau national et a facilité la mise en œuvre d'un processus des OMD pour l'après-2015, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement en Albanie.

4. Centre de droit international du développement durable

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Centre de droit international du développement durable (CDIDD) est une institution juridique internationale qui œuvre en faveur de l'environnement, des droits de l'homme et du développement économique par le biais de la formation juridique et de l'autonomisation.

Objectifs et mission

Le CDIDD œuvre pour une meilleure compréhension, le développement et la mise en œuvre du droit en matière de développement durable. Le CDIDD s'emploie à :

- Mener des recherches sur le droit du développement durable; et
- Promouvoir la formation en ce qui concerne le droit du développement durable en organisant des ateliers, des programmes de formation, des séminaires et des conférences à l'intention du public au Canada et dans d'autres pays.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le CDIDD a contribué aux activités des Nations Unies à travers des publications sur les programmes et initiatives de l'Organisation. Parmi ces publications, on peut citer des livres sur le droit international, notamment : Sustainable Development in World Investment Law (Kluwer, 2010), Legal Aspects of Implementing the Cartagena Protocol on Biosafety (CUP, 2013) et International Criminal Justice Sustainable Development (CUP, 2013). Des articles ont également été publiés, figurant dans les séries de documents de travail Eco-Health in the Americas, Sustainable Development Law on Climate Change, Sustainable Development Law on Natural Resources et Legal Aspects of Indigenous Sustainable Management of Natural Resources.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le CDIDD a contribué de manière significative à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP), à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, à la Conférence

des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ainsi qu'à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) et aux délibérations des Nations Unies portant sur le programme de développement pour l'après-2015. À chaque grande réunion des Nations Unies à laquelle il a participé, le CDIDD a organisé des colloques, des groupes d'experts, des ateliers et des séminaires et a également partagé les conclusions des réunions avec la communauté juridique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le CDIDD a organisé des manifestations officielles en marge de la COP 17, relatives au droit et à la gouvernance; de la COP 18, relatives à la préservation des avantages socio-économiques de la gestion durable des forêts et d'autres financements pour la lutte contre les changements climatiques; de la COP 19, relatives à la mise en application des articles 6 et 7; et de la COP 20, relatives aux innovations en matière d'énergie renouvelable. Le CDIDD a également publié une série de livres internationaux pour enfants en collaboration avec un groupe d'organismes caritatifs œuvrant dans le domaine de l'éducation et la Division du développement durable des Nations Unies, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Convention relative aux droits de l'enfant, et bien d'autres entités encore.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CDIDD travaille sans relâche pour favoriser la réalisation de l'ODD n° 1 par le biais de la formation juridique et de la démarginalisation par le droit dans les pays en développement. L'organisation œuvre également en faveur de la réalisation de l'ODD n° 7, à savoir préserver l'environnement, et ce, par le biais de publications sur la mise en œuvre des engagements pris au titre des traités internationaux. En facilitant une collaboration en matière d'éducation et de recherche à l'échelle internationale entre des universités, des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des organisations de la société civile, le CDIDD contribue à la réalisation de l'ODD n° 8, à savoir la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement durable.

5. Centro de Estudios Sobre la Juventud

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Le Centro de Estudios Sobre la Juventud a été établi en organisation non gouvernementale en 1994 à La Havane.

Objectifs et mission

Le Centro de Estudios Sobre la Juventud conseille les jeunes organisations et partage les résultats des recherches qu'elle entreprend dans différents domaines de la société, afin de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques qui répondent aux besoins réels des bénéficiaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centro de Estudios Sobre la Juventud a apporté des contributions aux groupes de travail interdisciplinaires du Comité des droits de l'enfant et au mécanisme d'examen périodique universel, sous la forme de renseignements et d'évaluations; il a également produit des rapports nationaux à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. L'organisation a également apporté des contributions lors de la cinquante-cinquième session du Comité d'experts de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui s'est tenue en 2013. Enfin, l'organisation a coordonné l'élaboration des rapports de pays présentés à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011, l'organisation a participé, au sein du Conseil des droits de l'homme, à une conférence sur les principaux défis rencontrés par Cuba, de même qu'à une conférence sur les priorités de la politique étrangère cubaine; l'organisation a par ailleurs pris part aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centro de Estudios Sobre la Juventud a élaboré des projets de coopération internationale avec le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, et contribue à leurs programmes de pays. En 2012, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont parrainé de concert le congrès international des chercheurs spécialistes de la jeunesse, qui est l'événement le plus important de l'organisation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation fait partie du comité d'organisation permanent des célébrations de la Journée mondiale de la jeunesse à Cuba. Elle fait partie de l'équipe d'experts travaillant sur les enquêtes relatives à la 2ème conférence ibéro-américaine de la jeunesse organisée par l'Organisation de la jeunesse ibéro-américaine. Elle a participé au séminaire international sur le thème Adolescents and Youth : Promoting equity and building life skills (les adolescents et les jeunes : promouvoir l'équité et renforcer les connaissances pratiques), qui s'est tenu à Brasilia (Brésil) en 2013. Elle a en outre participé à la réunion des hauts fonctionnaires sur les politiques de la jeunesse au Venezuela, tenue en 2013, et au dix-huitième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants organisé en Équateur en 2013.

6. Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Le Cercle d'initiative commune pour la recherche, l'environnement et la qualité (CIRCREQ) vise à promouvoir l'autonomisation et l'émancipation des peuples autochtones Mbo du Cameroun.

Objectifs

L'organisation vise à :

- Contribuer au bien-être des membres et des peuples autochtones;
- Promouvoir et protéger les droits humains;
- Protéger les consommateurs et l'environnement;
- Promouvoir le travail indépendant des couches marginales;
- Promouvoir la culture autochtone Mbo; et
- Œuvrer pour la diffusion des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités suivantes de l'organisation contribuent au travail des Nations Unies :

- Éducation aux droits humains à l'école;
- Formation des jeunes à des métiers indépendants;
- Campagnes de sensibilisation des femmes rurales aux activités politiques et économiques;
- Activités liées à la protection de l'environnement; et
- Appel aux autorités à respecter la constitution et les droits des minorités et des peuples autochtones lors de la préparation des listes électorales pour les élections municipales et législatives.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a pris part à plusieurs réunions des Nations Unies au niveau local.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Notre organisation coopère avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), le Pacte mondial des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Département de

l'information des Nations Unies, le Département des affaires sociales de l'ONU et le Fond des Nations Unies pour les peuples autochtones. Sur le plan local, l'organisation est affiliée au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, basé à Yaoundé, et au Centre d'information des Nations Unies du Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a réalisé des projets d'autonomisation économique et politique des femmes rurales en vue de la réalisation de l'ODD n° 3 et des projets d'insertion et d'autonomisation des enfants de la rue en vue de la réalisation de l'ODD n° 1. La réalisation d'un projet d'adduction en eau potable dans le village Mboebo a contribué à l'ODD n° 7.

7. Child Development Foundation

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Child Development Foundation a été créée en 1999 à Khartoum au Soudan. L'organisation défend les droits de l'enfant et protège les enfants touchés par la guerre, les enfants soldats, les enfants des rues, les personnes déplacées et les enfants des réfugiés, les enfants qui travaillent et les orphelins.

Objectifs et mission

L'organisation s'attache à promouvoir et à préserver les droits des enfants, à consolider la paix, à défendre la cause des filles, à porter secours aux enfants vulnérables, à apporter de l'aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées, à renforcer les capacités des parties prenantes et à éliminer la pauvreté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux des Nations Unies en menant de nombreuses activités. Elle a notamment :

- Mis en œuvre un programme de formation aux fonctions de direction destiné aux jeunes financé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin de renforcer leurs capacités. Huit mille jeunes ont bénéficié de ce projet pilote entre 2013 et 2014;
- Travaillé avec les enfants des rues au Soudan entre 2013 et 2014, en collaboration avec les organisations Swedish Save the Children et World Vision et les ministères concernés;
- Mis en œuvre un programme permettant de rechercher et de réunir les familles des enfants vulnérables dans l'État de Khartoum entre 2013 et 2014, financé par les organisations Save the Children Fund et World Vision; et

- Participé à la Journée mondiale contre le travail des enfants à Khartoum en 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a pris part à la vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme à Genève, du 8 au 26 septembre 2014, et aux consultations entre le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations non gouvernementales avant la réunion du Comité exécutif à Genève, du 4 au 6 juillet 2012. Elle a par ailleurs participé à la sixième édition de l'African Child Policy Forum organisé par l'Union africaine à Addis-Abeba, du 27 au 28 octobre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a mené une campagne de sensibilisation sur les droits des enfants dans les États du Darfour-Ouest, du Darfour-Sud et de Khartoum entre 2012 et 2014, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. L'organisation a travaillé en étroite collaboration avec l'Organisation internationale du travail en 2013 afin de lutter contre le travail des enfants dans l'État de Khartoum. Elle a collaboré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour soutenir les personnes déplacées, notamment les enfants, les réfugiés, les rapatriés et la communauté d'accueil.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'efforce de réaliser l'ODM n° 2, à savoir assurer l'éducation primaire pour tous, par le biais de son programme de formation accéléré ciblant les enfants dans les États de l'est et le Darfour. L'organisation a également participé à un atelier qui explorait le rôle potentiel des organisations non gouvernementales locales dans la formulation et la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

8. Child Helpline International

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Child Helpline International est une organisation internationale située aux Pays-Bas et présente dans plus de 160 pays. Elle vise à établir un réseau mondial de centres d'assistance téléphonique destinés aux enfants et à apporter un appui à chacun de ces centres.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à renforcer les capacités des membres existants des centres d'assistance téléphonique en mettant à leur disposition une plateforme leur permettant de communiquer, d'établir des réseaux et de partager leurs expériences avec des dirigeants et d'autres centres d'assistance téléphonique destinés aux enfants. Elle facilite en outre le lancement de ces centres dans les pays ne disposant pas d'un filet de sécurité efficace.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Child Helpline International a présenté le 28 juin 2012 son rapport intitulé « 5 years on: A global update on violence against children » au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies à la Commission européenne. Son rapport mondial, intitulé « Voices of Children and Young People », a été publié lors de la Journée mondiale de l'enfance à New York, le 20 novembre 2013, en étroite collaboration avec le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et la Division de la protection de l'enfance du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. L'organisation a présenté son rapport intitulé « CHI and the Committee on the Rights of the Child (CRC) : Reviewing 10 years of CRC recommendations on the Right to be Heard » au Comité des droits de l'enfant à Genève en Suisse, le 8 septembre 2014. Enfin, l'organisation a lancé une campagne mondiale en octobre 2014 intitulée « Free Our Voices » et visant à sensibiliser sur le nombre très élevé d'appels sans réponse aux centres d'assistance téléphonique destinés aux enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Child Helpline International a participé aux réunions suivantes :

- Les cinquantième, cinquante-et-unième et cinquante-deuxième sessions de la Commission de développement social tenues à New York, du 1^{er} au 10 février 2012, du 6 au 15 février 2013 et du 11 au 21 février 2014;
- Les dix-neuvième et vingt-cinquième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme tenues à Genève en Suisse, du 27 février au 23 mars 2012 et du 3 au 28 mars 2014;
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro, Brésil, du 20 au 22 juin 2012;
- L'examen ministériel annuel du Conseil économique et social des Nations Unies tenu à New York en juillet 2012 au cours duquel l'organisation a présenté une déclaration orale;
- La cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 4 au 15 mars 2013; et
- La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le 25^e anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, organisée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à New York, le 20 novembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En janvier 2012, Child Helpline International a présenté au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme des données mondiales sur les centres d'assistance téléphonique destinés aux enfants. L'organisation travaille en étroite collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Elle a organisé des réunions conjointes au Soudan du Sud, au Kenya, au Zimbabwe et à Madagascar sur les problématiques relatives à la protection des enfants et au renforcement des capacités des centres d'assistance téléphonique destinés aux enfants. Au niveau

mondial et régional, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a demandé à maintes reprises à l'organisation Child Helpline International de participer à ses efforts de renforcement des systèmes de protection des enfants en mettant à contribution ses données et son expérience en matière d'écoute des enfants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Grâce à son réseau actif Girl Power Alliance, l'organisation œuvre, en collaboration avec d'autres organisations non gouvernementales, pour la réalisation de l'OMD n° 3 visant à diminuer les inégalités entre les sexes en réduisant la violence à caractère sexuel et sexiste, en améliorant l'accès à l'enseignement primaire et secondaire et en renforçant l'autonomisation socio-économique et sociopolitique.

9. Childlink Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Childlink Foundation est une organisation non gouvernementale basée à Accra au Ghana. L'organisation mène des activités de sensibilisation sur la tuberculose, le VIH/Sida et d'autres problèmes de santé.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif d'attirer l'attention du public sur des problèmes concernant les femmes et les enfants, et à trouver d'éventuelles solutions pour y remédier.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'attache à promouvoir les activités de l'Organisation des Nations Unies au Ghana à travers le Centre d'information des Nations Unies. Elle a aidé à la mise en place d'une coalition d'organisations non gouvernementales qui travaillent avec l'Organisation des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Conseil des droits de l'homme à Genève en 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore au Ghana avec le Centre d'information des Nations Unies. Elle entreprend des programmes conjoints dans différentes communautés afin de sensibiliser leurs membres aux travaux des Nations Unies et à l'impact sur leur vie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Grâce au financement du fonds mondial, l'organisation sensibilise les membres des communautés de la région de l'ouest du Ghana aux dangers que représentent la tuberculose et le VIH/Sida, en vue de la réalisation de l'ODD n° 6. Pour ce qui est de l'ODD n° 5, l'organisation encourage également les femmes enceintes à passer des visites prénatales au tout début de leur grossesse dans un service de santé proche, afin de réduire le taux de mortalité maternelle. L'organisation encourage par ailleurs les enfants défavorisés à aller à l'école, dans le cadre de la réalisation de l'ODD n° 2.

10. China Energy Fund Committee

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

China Energy Fund Committee est un groupe de réflexion de haut niveau engagé dans la recherche stratégique dans le domaine de l'énergie, de la diplomatie publique ainsi que dans la coopération énergétique mondiale et les échanges culturels.

Objectifs et mission

China Energy Fund Committee encourage la coopération internationale et le respect mutuel par le biais de la diplomatie publique, sur la base de la conviction selon laquelle une meilleure compréhension de l'héritage historique et des valeurs culturelles des uns et des autres pourrait permettre de mieux interpréter leurs actions respectives.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

China Energy Fund Committee a organisé le forum de New York sur les civilisations du monde sur le thème : « Harmony Based on Shared Values-Beyond National Identities and Beliefs: Dialogue Between Confucianism and Christianity » du 10 au 11 novembre 2012. L'organisation a également tenu un événement sur le thème « A China Story : Forum on Sustainable Development and Governance » le 16 avril 2013 et un autre intitulé « A China Story II: New Pathways to Urbanization » le 7 juillet 2014 à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Elle a donné un discours lors d'un événement sur le thème « United for a Culture of Peace Through Interfaith Harmony » organisé par le Bureau du Président de l'Assemblée générale le 14 février 2013;
- Elle a donné un discours lors du débat consacré aux questions diverses du Conseil économique et social du 24 juillet 2013 à Genève, et lors de la manifestation spéciale du Forum politique de haut niveau du Conseil le 24 septembre 2013 à New York;
- Elle a participé à la première réunion du conseil consultatif des Nations Unies pour l'attribution des subventions sur le thème « Dynamiser le futur que nous voulons », qui s'est tenue le 14 novembre 2014 à New York; et
- Elle a assisté à la réunion consultative de haut niveau sur le transport durable tenue à New York le 18 novembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

China Energy Fund Committee a signé le 18 juillet 2014 à New York un mémorandum d'accord avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies pour le lancement du programme de subvention des Nations Unies pour le projet « Powering the Future We Want-Recognising Innovative Practices in Energy for Sustainable Development »; financé par le China Energy Fund Committee. L'organisation a également pris part au Luncheon Forum intitulé « New Pathways to Urbanization : Initiatives by China in Advancing Sustainable Cities » organisé conjointement à New York le 8 juillet 2014 par le Département des affaires économiques et sociales et China Energy Fund Committee.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas axé ses activités sur des initiatives précises en vue de la réalisation des OMD, mais plutôt sur l'appui au programme général de développement.

11. China Great Wall Society

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Créée en juin 1987, China Great Wall Society est spécialisée dans la protection et l'exploration de la grande muraille de Chine et la recherche et la diffusion de publications sur cette dernière.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à faciliter l'ouverture au monde de la grande muraille et à la préserver pour les générations futures.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

China Great Wall Society a organisé des randonnées sur la grande muraille ainsi que des expositions photographiques et artistiques pendant la période considérée. Elle a, entre autres activités, organisé en 2011 une randonnée à Laoniawan pour la célébration du nouvel an et a invité des représentants de clubs de plein air de la Corée du Sud et du Japon. À l'occasion de la cinquième journée nationale dédiée à la condition physique de Chine, elle a organisé la troisième randonnée sur la grande muraille de Jinshanling en août 2013. Elle a par ailleurs organisé en novembre 2012 la visite d'une délégation à Salt Lake City dans l'Utah (États-Unis d'Amérique), qui y a réalisé des peintures de la nature, exposées par la suite sur le thème « Culture of the Great Wall in Salt Lake City » (culture de la grande muraille à Salt Lake City). Enfin, elle a organisé en 2014 un concours de calligraphie et de peinture sur la grande muraille sur le thème « Spirit of the Great Wall » (esprit de la grande muraille).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas participé à des réunions organisées par les Nations Unies pendant la période considérée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a tenu le 16 septembre 2014 le forum de numérisation de la grande muraille pour protéger de manière efficiente la grande muraille par le biais de la numérisation. Elle a organisé en 2014 une colonie de vacances sur le thème « Chinese Dream – the Great Wall Spirit » (Le rêve chinois – l'esprit de la grande muraille), afin de cultiver le patriotisme et le désir de protéger les reliques culturelles chez les adolescents. Enfin, elle a encouragé en avril 2014 les enfants et les adolescents à promouvoir la réglementation relative à la protection de la grande muraille par le biais de l'application WeChat, ainsi que par des dons via Internet pour sa préservation.

12. China Green Foundation**Statut consultatif spécial : 2003****Introduction**

China Green Foundation est une fondation nationale enregistrée en 1985.

Objectifs et mission

China Green Foundation s'emploie à :

- Promouvoir une Chine plus écologique, un équilibre environnemental et un développement harmonieux de l'homme et de la nature;
- Lever, gérer et allouer des fonds publics à des fins environnementales;
- Mobiliser largement les forces sociales afin qu'elles participent à la protection des forêts et à la reforestation; et
- Renforcer la communication et la coopération internationales en matière d'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2011 à 2014, l'organisation a levé au total 572 millions de yuans et consacré 565 millions à des projets publics environnementaux, à des activités publiques de grande envergure et à des activités de reboisement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban du 29 novembre au 9 décembre 2011, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable du 20 au 22 juin 2012 et au quatrième Forum international sur le désert de Kubuqi du 1^{er} au 4 août 2013 à Ordos, en Mongolie intérieure (Chine).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a noué des partenariats stratégiques avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement. Elle a conjointement lancé plusieurs projets publics dans le domaine du reboisement, de la protection des forêts, de la lutte contre la pauvreté dans ses dimensions écologiques et de la désertification des terres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'emploie à lutter contre les changements climatiques et la désertification et à protéger les zones humides à travers un certain nombre de projets de reboisement. Par ailleurs, elle s'efforce, entre autres, d'éliminer la pauvreté et de lutter contre la pauvreté dans ses aspects écologiques.

13. Coopération internationale pour le développement socio-économique

Statut consultatif général : 2007

Introduction

L'association Coopération internationale pour le développement socio-économique est un réseau international de 17 organisations catholiques d'aide au développement. Ses membres travaillent ensemble sur des programmes conjoints de plaidoyer, de sensibilisation, d'éducation et de développement à travers le monde.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à promouvoir la justice et la solidarité à l'échelle mondiale, à aider à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, à réaliser un développement durable et à assurer le bien-être en s'attaquant aux injustices structurelles mondiales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a entrepris des activités de plaidoyer et de sensibilisation; a élaboré des documents de politique générale et réalisé des activités médiatiques sur le financement du développement, la gouvernance globale, les entreprises et les droits de l'homme, la justice climatique, la sécurité alimentaire, les échanges commerciaux, le développement durable et les OMD. Elle a également créé la campagne Beyond 2015 International en 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à de nombreuses réunions, notamment :

- La treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Doha, du 21 au 26 avril 2012 : elle faisait partie du comité directeur de la société civile et a par ailleurs organisé des manifestations parallèles;
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012 : elle a organisé une manifestation parallèle sur l'agroécologie et a prononcé une allocution à cette occasion;
- Les dix-septième, vingt-deuxième, vingt-cinquième et vingt-sixième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève en Suisse, du 30 mai au 17 juin 2011, du 25 février au 22 mars 2013, du 3 au 28 mars 2014 et du 10 au 27 juin 2014, au cours desquelles elle a organisé des manifestations parallèles et prononcé des allocutions;
- Les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban (Afrique du Sud) du 28 novembre au 9 décembre 2011, à Doha en décembre 2012, à Varsovie du 11 au 22 novembre 2013, à New York le 23 septembre 2014 et à Lima du 1^{er} au 12 décembre 2014; et

- La cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 4 au 15 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé, de 2011 à 2014, au Mécanisme de la société civile du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et à l'équipe spéciale du cadre stratégique mondial; elle a par ailleurs fait partie, de 2013 à 2014, du groupe de travail de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les mécanismes de règlement de la dette souveraine. En 2014, elle a coordonné avec la société civile et par le biais du Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales, les préparatifs de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a tenu une manifestation parallèle sur un cadre de développement pour l'après-2015 pendant la manifestation spéciale de l'Assemblée générale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les OMD, organisée à New York le 25 septembre 2013.

14. CITYNET : Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

CITYNET est la plus grande association de parties prenantes et d'acteurs urbains engagés dans le développement durable dans la région Asie-Pacifique et regroupant 123 municipalités, organisations non gouvernementales, entreprises privées et centres de recherche.

Objectifs et mission

L'organisation entend instaurer le plus grand réseau de parties prenantes et d'acteurs urbains dans la région Asie-Pacifique afin de créer des villes viables et résilientes.

Changements à signaler

En 2013, CITYNET a déplacé son siège de Yokohama au Japon pour Séoul en Corée du Sud.

Contribution à des activités des Nations Unies

CITYNET a installé 3 citernes écologiques et a organisé des formations pour leur utilisation afin de réduire l'élimination incontrôlée des déchets et diffuser la technologie. L'organisation a développé des projets portant sur l'adaptation aux changements climatiques et sur des méthodes naturelles d'exploitation agricole. Elle a également organisé de nombreux ateliers et formations, notamment :

- L'atelier sur l'écoachat au centre de formation régional de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à Kuala Lumpur en 2013;
- Le Réseau mondial pour des villes plus sûres en 2013 afin de promouvoir l'avènement de villes plus sûres à travers l'élaboration d'un plan d'action régional, la gestion du savoir et la formation;
- Le programme de formation des responsables de la gestion de l'eau à Séoul en 2013 afin de présenter aux praticiens et aux décideurs de la région de l'Asie du Sud-Est des initiatives en matière de gestion de l'eau; et
- L'atelier sur les options de financement d'infrastructures urbaines en partenariat avec l'Initiative pour le développement des villes d'Asie, organisé du 14 au 21 juillet 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles CITYNET a participé, on peut citer :

- La huitième réunion de l'équipe spéciale de la région Asie sur la réduction des risques urbains du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, organisée en janvier 2011;
- La troisième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, organisée en mai 2011.
- Le cinquième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation organisé en juin 2011 par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique; et
- La réunion du groupe d'experts de haut niveau sur le développement urbain durable en Asie et dans le Pacifique, organisée à Bangkok en Thaïlande.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

CITYNET a organisé des formations au centre de formation régional de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à Kuala Lumpur entre 2011 et 2014. En 2013, CITYNET a reçu 30 000 dollars des États-Unis de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique afin de parrainer des participants et organiser une session lors de son congrès de 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

CITYNET a organisé un séminaire en 2014 afin de proposer des suggestions concernant l'élaboration des objectifs de développement durable. Elle a organisé des ateliers sur l'agriculture urbaine aux Philippines et a mis en œuvre des projets en matière de technologie afin de promouvoir la formation en ligne dans des écoles rurales au Népal. Depuis 2011, l'organisation participe à la campagne « Levez-vous en faveur des objectifs du Millénaire! ».

15. CLIPSAS : Centre de liaison et d'information des puissances maçonniques signataires de l'appel de Strasbourg

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

CLIPSAS est un centre de liaison d'associations de plusieurs pays qui travaillent de manière éthique sur les mêmes activités conformément à des règles établies.

Objectifs et mission

L'organisation entend aider à l'échelle mondiale les personnes défavorisées, éliminer la faim, éduquer les pauvres et promouvoir les droits de l'homme et l'égalité des droits pour tous.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies à travers plusieurs programmes, notamment un programme alimentaire pour enfants pauvres, un dialogue sur l'éducation post-conflit des enfants affectés par la guérilla, la création d'une école de musique et l'assistance financière à un orphelinat au Togo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas participé à des réunions organisées par les Nations Unies pendant la période considérée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Parmi ces initiatives, on peut citer une étude sur l'éducation post-conflit en Colombie, l'enseignement de la musique à des jeunes défavorisés, l'aide aux orphelins en Afrique et l'organisation d'un camp de vacances pour enfants défavorisés à New York aux États-Unis. Par ailleurs, certaines associations membres œuvrent pour l'éradication de la pauvreté au niveau national et prêtent leur voix pour une justice et une égalité dans le traitement des femmes.